

I C A M site de TOULOUSE
INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS
SITE DE TOULOUSE
Association 1901
75, Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE

Siret : 399 252 154 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

I C A M site de TOULOUSE
INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS
SITE DE TOULOUSE
Association 1901
75, Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE

Siret : 399 252 154 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'Association
Institut Catholique d'Arts et Métiers site de Toulouse;

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Catholique d'Arts et Métiers site de Toulouse relatifs à l'exercice de 12 mois, clos le 31 Décembre 2023, faisant état d'un résultat excédentaire de 104 493 euros tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

- Comme il est précisé dans l'annexe au bilan, sur cet exercice vous avez opté pour un changement de présentation des états financiers. Par principe d'harmonisation de présentation du compte de résultat avec les autres entités ICAM quelques modifications de classement de comptes de produits et de charges ont été effectuées sur cet exercice entraînant des variations importantes sur des lignes du compte de résultat, ce qui sans en modifier le résultat comptable, rend difficile la comparabilité de fonctionnement entre les deux exercices.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- appréciation sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur la position raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.
- pour ce qui concerne la gestion des subventions reçues, les produits constatés d'avance, la justification des provisions et les charges à payer, nous nous sommes attachés à en vérifier le principe de permanence des méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux administrateurs.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre de cet audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colomiers, le 24 juin 2024

Le Commissaire Aux Comptes
Xavier PELICOT



BILAN - Icam Toulouse

	ACTIF	EXERCICE 2023			EXERCICE 2022
		BRUT	AMORT. ET DEPREC.	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement				
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	506 464	494 348	12 116	3 400
	- Autres				
	- Avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	506 464	494 348	12 116	3 400
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)				
	- Constructions sur sol propre	0	0	0	0
	- Constructions sur sol d'autrui	7 045 670	3 967 047	3 078 623	3 106 561
	- Installations techniques, matériel et outillage	6 230 271	5 073 989	1 156 282	924 990
	- Autres	2 285 591	2 012 953	272 638	230 332
	- Immobilisations corporelles en cours	25 896	0	25 896	196 718
	- Avances et acomptes		0	0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 587 427	11 053 989	4 533 439	4 458 602
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations			0	0
	- Créances rattachées à des participations			0	0
	- Autres titres immobilisés	1 520		1 520	0
	- Prêts	174 343		174 343	156 579
	- Autres	100		100	100
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	175 963	0	175 963	156 679
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	16 269 855	11 548 337	4 721 518	4 618 681
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	165 502		165 502	215 822
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	0		0	0
	CREANCES :				
	- Clients divers	5 796 260	89 050	5 707 210	3 691 124
	- Personnel et organismes sociaux	248		248	1 000
	- Etat et autres collectivités publiques	1 097 952		1 097 952	1 128 112
	- Autres	343 452		343 452	989 545
	TOTAL CREANCES	7 237 913	89 050	7 148 863	5 809 781
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	604 128		604 128	0
	DISPONIBILITES	1 613 503		1 613 503	2 934 759
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	138 086		138 086	100 031
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	9 759 132	89 050	9 670 081	9 060 393
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	26 028 987	11 637 387	14 391 599	13 679 074

BILAN - Icam Toulouse

PASSIF

	PASSIF	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires		
	- Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Fonds propres statutaires	1 199 299	1 199 299
	- Fonds propres complémentaires		
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
	- Réserves statutaires ou contractuelles		
D E D I E S	- Réserves pour projet de l'entité		
	- Autres		
	REPORT A NOUVEAU	5 231 642	5 174 938
	EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	104 493	56 704
	TOTAL SITUATION NETTE	6 535 434	6 430 941
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	- Subventions d'investissement	1 138 611	631 745
	- Amortissement des subventions d'investissement	-387 606	
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
P R O V I S I O N S	TOTAL FONDS PROPRES (I)	7 286 439	7 062 686
	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	- Fonds reportés liés aux legs et donations		
	- Fonds dédiés	71 039	6 986
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	71 039	6 986
	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	7 500	7 500
	- Provisions pour pensions et obligations similaires		
	- Provisions pour gros entretien		
	- Autres provisions pour charges	316 910	307 821
D E T T E S	TOTAL PROVISIONS (III)	324 410	315 321
	DETTE		
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ②	1 438 603	1 624 088
	- Avances et acomptes reçus des usagers	0	
	- Dettes fournisseurs	497 276	347 713
	- Dettes fiscales et sociales	1 071 559	981 622
	- Dettes sur immobilisations	46 998	135 018
	- Autres dettes	140 189	17 241
	- Produits constatés d'avance	3 515 086	3 188 400
	TOTAL DETTES (IV)	6 709 711	6 294 081
①	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	14 391 599	13 679 074

① Dont à plus d'un an : 1.293.806 euros / dont à moins d'un an : 5.415.905 euros

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

0

0



COMPTE DE RESULTAT - Icam Toulouse

	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	4 770 672	4 119 230
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	2 798 224	2 757 109
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	1 135 565	1 110 340
Produits des activités annexes	73 894	83 222
Production immobilisée	6 700	
Concours publics et Subventions d'exploitation	1 303 712	294 515
Contributions financières	128 044	1 097 987
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	531 388	533 358
Utilisation des fonds dédiés	9 253	2 609
Autres produits de gestion courante	46 356	89 481
TOTAL 1	10 803 809	10 087 851
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	236 205	312 300
Variation de stocks	0	
Achats de matières premières et autres approvisionnements	557 554	25 666
Variation de stocks	-7 277	-61 545
Autres charges externes	1 995 530	2 306 533
Impôts, taxes et versements assimilés	247 289	206 260
Salaires et traitements	4 026 590	3 700 007
Charges sociales	1 730 932	1 630 485
Dotations aux amortissements des immobilisations	655 603	643 285
Dotations aux dépréciations des immobilisations	0	
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	2 400	31 022
Dotations aux provisions	23 293	43 602
Autres charges de gestion courante	1 628 041	1 440 762
TOTAL 2	11 096 161	10 278 379
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-292 352	-190 528
Remboursement des frais sur opérations faites en commun	0	0
Quote-part des frais sur opérations faites en commun	0	0
TOTAL 3	0	0
TOTAL 4	0	0
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	10 457	1 307
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	6 824
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL 5	10 457	8 131
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	53 793	57 943
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL 6	53 793	57 943
RESULTAT FINANCIER (5-6)	-43 336	-49 812
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	-335 688	-240 340
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 315	48 425
Sur opérations en capital	37 544	0
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	0
TOTAL 7	39 859	48 425
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 230	124 332
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
TOTAL 8	2 230	124 332
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	37 628	-75 907
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	-402 552	-372 951
TOTAL 9	-402 552	-372 951
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	10 854 124	10 144 406
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	10 749 632	10 087 703
EXCEDENT OU DEFICIT	104 493	56 704

ICAM Toulouse

ANNEXE AU BILAN 2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Changement de présentation du compte de résultat.

Par principe d'harmonisation de présentation du compte de résultat avec les autres entités Icam et en conformité avec le plan comptable général des associations, quelques modifications de classement de comptes de produits et de charges entraînent des variations importantes sur des lignes du compte de résultat à comparer à l'année précédente.

Ces modifications peuvent rendre la lecture du compte de résultat plus difficile.

1- les comptes de la classe 74 subventions sont déclarés sur la ligne "concours publics et subventions d'exploitation" sur l'exercice au lieu de la ligne "contributions financières" en n-1.

2- les comptes 602 & 606 sont déclarés sur la ligne "achats de matières et autres approvisionnements" sur l'exercice au lieu de « autres charges externes » en n-1.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam Toulouse est une association loi 1901.

L'Association a pour objet de :

Mettre en œuvre les formations nécessaires correspondantes aux diplômes d'ingénieur délivrés par l'Icam.

Créer ou développer des formations continues, des formations initiales par alternance et apprentissage et des formations de promotion sociale dans les domaines qui lui sont propres, conformément aux besoins des branches professionnelles ou aux besoins des entreprises partenaires.

Créer ou développer des formations au-delà du diplôme d'ingénieur :

- par le développement des recherches fondamentales et appliquées ;
- par le transfert technologique et plus généralement par la réalisation de toute collaboration avec les entreprises ;
- par la mise en place de toutes actions nécessaires à la diffusion et à la promotion des savoir-faire de ses départements spécialisés au service de l'industrie et de la recherche.

Acquérir, louer, construire, tout bâtiment pour la mise en œuvre du présent objet de l'association.

Garantir son appartenance à l'Icam, selon les termes de la charte d'appartenance et les développements stratégiques de l'Icam.

Garantir la protection et le droit d'usage de la marque Icam et du logo selon les termes de la charte graphique.

D'une manière générale, l'Association pourra participer à toute structure ou association dont la finalité est compatible avec les missions décrites ci-dessus, concourant au développement des recherches ou de l'enseignement technologique ainsi qu'à la formation des cadres de l'industrie aux techniques de management.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-206 ET, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	3 ans
Bâtiment	30 ans
Aménagements intérieurs du bâtiment	10 ans
Matériels et outillages lourds	8 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont provisionnés dans les comptes et sont calculés en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
- Taux d'actualisation : 3,50 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2023	Acquisitions	Virement poste à poste	Cessions Rebut	31/12/2023
Immos incorporelles	495	11			506
Immos corporelles	14 679	897		15	15 561
Immos en cours et acomptes	197	26	-197		26
Immos financières	156	20			176
TOTAL	15 527	954	-197	15	16 269

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

	AMORTISSEMENTS				
	01/01/2023	Dotations	Virement poste à poste	Sorties	31/12/2023
Immos incorp.	490	4			494
Immos corpor.	10 418	651		-15	11 054
TOTAL	10 908	656	0	-15	11 549

2.3 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un an	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	396		396
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachées	5 796	5 796	0
Personnel	0	0	0
Etat	1 098	1 098	0
Débiteurs divers	343	343	0
Autres comptes	0	0	0
TOTAL CREANCES	7 634	7 238	396

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	1 435	141	548	746
Trésorerie court terme	4	4		
<i>Autres dettes</i>				
Dettes fournisseurs	497	497		
Dettes fournisseurs d'immos	47	47		
Dettes fiscales et sociales	1 072	1 072		
Créditeurs divers*	45	45		
Autres comptes	95	95		
TOTAL DETTES	3 195	1 901	548	746

2.4 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **138 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **3.515 K€** et sont liés à l'exploitation.

2.5 Variation des fonds propres

La variation des fonds propres est la suivante :

	01/01/2023	+	-	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	1 199			1 199
Fonds propres avec droit de reprise				0
Report à nouveau créditeur	5 175	57		5 232
Report à nouveau débiteur				0
Résultat de l'exercice	57	104	57	104
<i>Situation nette</i>	<i>6 431</i>	<i>161</i>	<i>57</i>	<i>6 535</i>
Subventions d'investissement	987	211	-59	1 139
Amortissement subv. d'investissement	-355	-33		-388
TOTAL	7 063	340	-3	7 286

Affectation du bénéfice de 2022 de + 57 K€ en report à nouveau.

L'amortissement 2023 des subventions d'investissement s'établit à 33 K€. Il figure en produits exceptionnels.

2.6 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2023	impact RAN	Dotations	Reprises	31/12/2023
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>					
Créances	198		2	112	89
<i>Prov. pour risques et charges</i>					
Provisions pour risques	7				7
Provisions indemnités retraite	308		23	14	317

2.7 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2023
Fournisseurs	43
Personnel et comptes rattachés	586
Etat et comptes rattachés	
Divers et comptes rattachés	16
Trésorerie et comptes rattachés	4
TOTAL	648

Produits à recevoir	31/12/2023
Clients	0
Personnel et comptes rattachés	0
Etat et comptes rattachés	721
Divers et comptes rattachés	338
Trésorerie et comptes rattachés	2
TOTAL	1 061

2.8 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2023	31/12/2022
Avals, cautions, garanties <i>Hypothèque sur le droit réel du preneur du bail à construction</i>		
Autres engagements <i>Indemnités de départ à la retraite retraite</i>		
TOTAL	0	0

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation (hors reprises sur prov)	31/12/2023	31/12/2022
Scolarités	4 771	4 119
Financement de l'apprentissage	2 567	2 429
Formation continue d'ingénieurs	231	328
Formation Professionnelle		
Produits des laboratoires (hors subventions)	823	819
Production atelier & école de production	301	263
Activités annexes	86	83
Subventions Etat (MESRI)	299	299
Subventions Collectivités locales (divers)	359	224
Subventions recherche académique	356	316
Taxe d'apprentissage	294	295
Autres subventions et dons	-5	259
Contributions financières	128	89
Autres produits d'exploitation	46	30
Production immobilisée	7	
Transferts de charges	406	438
TOTAL	10 669	9993

Ressources Formation Professionnelle (y compris formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2023	
	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>		
Entreprises		
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics		
Entreprises	108	46,9%
Particuliers	34	14,6%
Sous-total 1 :		
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>		
Instances Européennes (FSE)		
Etat		
Régions		
Autres collectivités territoriales		
Sous-total 2 :		
<i>3 - Autres</i>		
Autres organismes de formation		
Autres ressources	89	38,5%
Sous-total 3 :		
Total des Ressources FC	231	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31/12/2023	31/12/2022
Premier cycle (lycées partenaires)	154	140
Enseignement sur autres sites du Groupe ICAM		
Missions pour le groupe	112	180
Services mutualisés entre structures ICAM	117	102
Autres transferts de charges	22	16
TOTAL	406	438

Résultat exceptionnel

	31/12/2023 (en K€)
Résultat exceptionnel	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	2
Produits exceptionnels sur ventes d'immobilisations	5
Amortissements de subventions d'investissement	33
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	-1
Autres	-2
TOTAL	38

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2023 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2023.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2023 (ETP) : 85 salariés

- Permanents en CDI : 80 personnes
- Permanents en CDD : 5 personnes

Effectif moyen année civile 2022 (ETP) : 81 salariés

- Permanents en CDI : 76 personnes
- Permanents en CDD : 5 personnes

5.4 Impôt sur les sociétés

Impôts sur les sociétés à taux réduit : 0 K€

Crédit d'impôt Recherche : - 403 K€

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2023 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Icam	112 (a)	1 373 (b)
Icam Ouest	46	4
Icam Grand Paris Sud		11
Les Amis de l'Icam	109	
Fondation Féron Vrau		346 (c)
TOTAL	267	1 734

- (a) Les produits réalisés avec l'Icam correspondent à des mises à disposition de personnel et à des refacturations diverses.
- (b) Les charges facturées par l'Icam concernent les frais de groupe, les frais de mutualisation (enseignement supérieur, entreprises, international, gestion, RH, communication, financements, informatique, assurances) et à des refacturations diverses.
- (c) Les charges facturées par la Fondation correspondent à des charges de loyers et charges locatives.